Archives alainberset.ch — copie d'archive
Article « A Berne et près des gens », paru dans L'Objectif (23.04.2004), repris sur le site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch:80/profil/portrait6.htm
Copie : Internet Archive, capture du 28.10.2004 — https://web.archive.org/web/20041028094002/http://www.berset.ch:80/profil/portrait6.htm

A Berne et près des gens

en format pdf,
*[**1ère partie** 250 Ko], [**2ème partie** 700 Ko]*

Les conditions de vie qu'il découvre au Brésil lors de son voyage à 19 ans expliqueront une grande partie de son engagement politique à gauche dans le but de « faire changer les choses » et pour « trouver des solutions aux problèmes qui se posent ». L'inégalité dans la répartition des richesses, qui l'avait frappé au Brésil, Alain Berset se rend compte qu'elle est aussi l'apanage de notre pays. Il combat contre le paquet fiscal (voire encadré) et pour le rabais en faveur des familles (voir encadré).

Il consacre l'essentiel de son temps à son mandat de Conseiller aux Etats, siégeant quatre fois trois semaines par année, ne rechignant pas à entrer dans 7 commissions et quelques groupes d'intérêts (voir encadré). Cela lui permet de connaître chacun de ses collègues ainsi que les Conseillers fédéraux, d'être vraiment au point sur les dossiers et d'être actif au Parlement. Il a déposé en mars deux interventions auprès du Conseil des Etats au sujet de la politique régionale, dossier très important qui va concerner le canton ces prochaines années. « J'aurais pu attendre que ça arrive et puis après courir un petit peu derrière… mais j'ai déposé les textes à l'avance pour avoir une influence dans un sens qui soit favorable au canton de Fribourg. ». Amenant avec lui à Berne « une vie tout à fait normale, un revenu tout à fait normal », « confronté à des problèmes que la grande majorité des gens ont aussi », il « essaie d'apporter au Conseil des Etats une vision politique… ».

Si le premier axe de son « faire de la politique autrement», explique Alain Berset, est son action au Parlement, le

second axe c'est le contact avec la population, d'un côté en étant à l'écoute des gens et de l'autre côté en leur rendant des comptes sur ce qu'il fait. Par souci de transparence il crée sur Internet son propre site. Il va en faire une base de données qui sera tenue à jour pendant les 4 ans de son mandat. Avec le conseiller national Christian Levrat, il a mis en place des rencontres avec les gens appelées « Café National », où il explique ce qu'on fait à Berne, comment ça fonctionne et les décisions qui sont prises, où il discute sur les sujets chauds :« On raconte aux gens pas tellement ce qu'ils savent déjà, mais plutôt les dessous, les coulisses de la politique. ». Les rencontres se font, chaque fois dans un autre district, quatre fois par année, le dernier jeudi de la session parlementaire, la veille des votes finaux, à un moment où ces discussions ouvertes pourraient encore avoir une influence sur le vote.

Mais l'UDC n'est-elle pas tout aussi proche de la population? Alain Berset pense que non, que beaucoup de gens votent pour l'UDC sans se rendre compte que ce parti, « pour les questions économiques et d'emploi, défend des positions qui sont complètement contraire à leurs intérêts de salariés et de travailleurs ». Ce n'est cependant pas une raison pour que les socialistes quittent le Conseil Fédéral actuellement. En effet selon Alain Berset, il ne faut pas laisser la place à d'autres représentants de droite au Conseil fédéral alors que la situation s'est détériorée pour bon nombre d'entre nous : pouvoir d'achat diminué, absence de croissance, chômage, et que grandes sont les attentes de la population. D'autant plus qu'« il est parfaitement possible de mener une politique d'opposition au Parlement, même parfois assez dure, avec une présence au Conseil Fédéral », comme par exemple, raconte Alain Berset, « quand les socialistes ont contredit publiquement Moritz Leuenberger sur l'initiative sur la Poste au Conseil des Etats, et qu'il m'a répondu ».

C'est le rôle d'un Conseiller aux Etat de défendre son canton et sa population. D'ailleurs « l'intérêt du canton est l'intérêt de la population fribourgeoise en tant que société fribourgeoise ». Le Conseiller aux Etat n'est pas un représentant du gouvernement. Il vote sans instruction, en son âme et conscience. « Je suis très heureux de ce que j'ai trouvé là. Je n'ai été ni surpris ni démonté par le fonctionnement de ce parlement, je me sens très à l'aise au Conseil des Etats » nous dit le jeune Conseiller qui a moins de la moitié de l'âge moyen de ses collègues.

Malgré des prises de positions plus à droite que le Conseil National sur les questions économiques et financières, le Conseil des Etats, où les Conseillers sont beaucoup moins nombreux (46) qu'au Conseil National (200), peut se montrer plus ouvert sur des questions de société. Il a par exemple voté l'entrée en matière sur le projet de révision de la loi sur les stupéfiants, qui envisage la dépénalisation du cannabis, à laquelle est favorable Alain Berset, au vu de l'échec du système répressif actuel. La différence entre les deux Chambres réside également dans le fait qu'au National ce sont plus des partis qui s'affrontent, alors qu'aux Etats ce sont des personnes : « Il n'est pas usuel de dire, aux Etats, que l'on parle au nom d'un groupe. On parle en son nom propre. ». Les débats y sont forcément moins dogmatiques et nécessitent une bonne argumentation, poursuit Alain Berset. Enfin il va de soi que dans cette Chambre des cantons on peut plus facilement invoquer la voix des cantons, d'autant plus que beaucoup d'anciens Conseillers d'Etat y siègent.

Alain Berset est co-fondateur du Conseil de Suisse Occidentale qui travaille au « renforcement des liens entre cantons ». Fort d'un comité de 9 personnes et de 60 membres répartis en 4 commissions qui réfléchissent au développement économique régional et aux questions de fédéralisme, il est un lieu très ouvert d'échange entre des personnes de différents milieux professionnels et bords politiques, préoccupées de « formaliser les relations entre cantons pour contrer le chacun pour soi ». Selon Alain Berset, la structure fédéraliste permet d'agir au niveau juste, mais la taille de certains cantons ne leur permet pas d'assumer des tâches particulièrement complexes. C'est pourquoi, au lieu de rester enfermés sur eux-mêmes ou de s'opposer à leurs voisins directs, les cantons doivent avoir des projets communs, comme par exemple le gymnase intercantonal de la Broye, mais sans aller jusqu'à la fusion.

Pour les votations du 16 mai, Alain Berset ne souhaite qu'une chose : le rejet du paquet fiscal (voir encadré), et aussi de la 11ème révision de l'AVS, qui marque un recul par rapport à la précédente, ne respecte pas le contrat passé qui promettait de mettre des moyens importants à disposition de la retraite flexible, et contredit ce que l'on voit sur le terrain, où les entreprises, qui n'arrivent déjà plus à employer des gens de 60 ans, ne veulent pas entendre parler d'augmentation de l'âge de la retraite.

Que penser de la nouvelle Constitution fribourgeoise qui sera soumise au peuple le 16 mai prochain? « Les sacrifices consentis ont été douloureux

», dit-il, et il regrette de n'avoir pas pu réussir à convaincre la droite sur le salaire minimum, car actuellement « on a des gens dans ce canton qui travaillent à plein temps, 42 heures par semaine, et qui gagnent moins de 2000.- par mois ! J'ai vu des cas. C'est vraiment choquant. 10% des gens qui travaillent gagnent moins de 3000.- par mois. C'est inacceptable ! ». Malgré tout le texte soumis au vote populaire est un bon texte parce qu'« il correspond au Fribourg d'aujourd'hui, qui est peut-être un peu plus conservateur de ce que je souhaiterais moi-même » dit-il, et qu'« il est assez ouvert pour permettre des évolutions ».

Quand on lui demande finalement le sens de son engagement politique, Alain Berset résume: « J'essaie de travailler en politique avec un but assez simple: que tout le monde puisse trouver sa place et vivre le mieux possible dans notre pays et dans notre canton ».

Carte de visite

Alain Berset vit le jour le 9 avril 1972 à Fribourg, de père enseignant et de mère libraire, alors âgée de 19 ans. Sa sœur naquit 18 mois plus tard. Ils habitèrent Grolley, Massonnens et, depuis 1976, Belfaux, une maison au bord de la route, achetée par son grand-père maréchal ferrant. Il se sent attaché à ce village et à ses habitants, comme à un camp de base stable d'où il a ensuite rayonné. Ce fut l'Amérique du Sud et le Brésil à 19 ans, où il partit pour « passer une année à quelque chose d'utile », et enseigna notamment le piano jazz dans un petit conservatoire, avant d'entrer à l'université de Neuchâtel et d'obtenir, en 1996, une licence en sciences politiques avec toutes les options en économie politique et publique. Son doctorat en économie est quasiment terminé et il espère le déposer cette année. Il a, entre autre, donné des cours à l'université, travaillé comme scientifique pour le compte du Fonds national pour la recherche et publié une trentaine de contributions scientifiques au niveau national et international. Quasiment toutes ses publications ont trait au domaine des migrations et de leur impact économique, sujet à propos duquel il a participé à des douzaines de colloques en Suisse et à l'étranger. Baigné depuis toujours dans la politique de par l'engagement de de sa famille dans le parti socialiste, sensibilisé aux grandes questions de société par son voyage en Amérique du Sud, sans avoir d'abord de mandats particuliers, il suivit de très près la politique communale de son village. Puis dès 2000 il présida aux destinées du

groupe socialiste à la Constituante, il entra en 2001 au Conseil Général de Belfaux, fut en 2002 chef de la campagne de Ruth Lüthi au Conseil fédéral et devint Conseiller politique du Chef du Département de l'Économie publique du canton de Neuchâtel. Le 9 novembre 2003 il est élu au Conseil des Etats. Notons enfin qu'il est l'un des sept membres fondateurs du Conseil de Suisse occidentale (CSO), ainsi que l'un des initiateurs et le co-rédacteur de l'initiative cantonale « Rabais pour les familles ». Il fut plusieurs fois champion d'athlétisme, sport qui marqua sa vie jusqu'en 1995 et lui prenait 3 à 4 heures par jour. Une autre passion qui l'habite depuis son plus jeune âge est le piano. Alain Berset et son épouse Muriel ont un petit garçon du nom d'Antoine, né le 26 juillet 2003 à Fribourg.

Commissions et groupes d'intérêts

En plus des sessions du Conseil des Etats, les Conseillers aux Etats siègent dans des commissions siégeant relativement régulièrement, durant parfois deux jours consécutifs. Les Conseillers fédéraux participent souvent aux discussions, donnent l'avis du conseil fédéral, répondent aux questions, mais ne votent pas. Alain Berset est membre de sept commissions suivantes, dont l'une des plus recherchées, la commission de l'économie et des redevances.

Trois commission législatives:
- La commission de l'économie et des redevances
- La commission des affaires juridiques
- La commission des constructions publiques, dont Alain Berset assumera la présidence dans 2 ans

Une commission de contrôle :
- La commission de gestion, avec 4 sous-commissions :
- Sous-commission département fédéral de l'économie et département fédéral des finances
- Sous-commission de département de justice et police et chancellerie fédérale
- Sous-commission LPP
- Sous-commission Tribunaux fédéraux

Et ensuite :
o La commission de rédaction
o La commission spéciale sur le programme de législature du conseil fédéral, qui a une durée limitée et qui termine à la fin de cette année
o La délégation à la francophonie

Une cinquantaine de groupes d'intérêts réunissent des parlementaires, lors des sessions des Chambres, par exemple le matin avant le début des sessions, à midi ou le soir sur des thèmes tels que « questions

sur la jeunesse », « sculpture », « étrangers », « Suisse-Taïwan », « santé », « travail », etc. Alain Berset a adhéré à certains groupes, parce qu'ils participent de ce réseau de contacts essentiel à la connaissance interpersonnelle qui facilite les débats quand ensuite il faut convaincre un collègue sur un dossier politique.

Gauche-droite: projets de société

Pour Alain Berset, faire de la politique « veut surtout dire défendre des valeurs ».
Quelles sont celles de droite et de gauche selon lui?
« A droite, on considère souvent que la responsabilité individuelle prime sur la responsabilité collective on a le primat de l'individu sur le collectif. On réfléchit d'abord en terme d'individu, d'atome, et on dit que tous ces atomes ensemble forment quelque chose qu'on appelle la société. Si chacun s'occupe bien de ses affaires, si chacun est responsable envers lui-même, alors les vaches seront bien gardées et la société fonctionnera bien.
« A gauche, la vision est différente. On réfléchit d'abord en terme de responsabilité collective. Et puis ensuite évidemment il y a des individus qui ont aussi une responsabilité personnelle dans ce cadre là. Finalement ça permet d'obtenir un meilleur équilibre, nécessaire pour qu'une société fonctionne bien et que chacun y trouve sa place. ». « C'est comme une équipe de football », explique Alain Berset. « Dans une équipe de foot, quand il y en a 11 qui veulent mettre des buts, en principe l'équipe n'est pas très bonne. Dans une équipe de foot, on dit toujours qu'il faut jouer collectif. Si on ne joue pas collectif, on est moins bon. Je pense que dans la société c'est la même chose. On doit jouer collectif pour être bon… en tout cas à long terme. Sinon ça engendre des inégalités que l'on repaie plus tard. »
Le rôle que doit jouer l'Etat est aussi vu différemment: « pour la droite, ce n'est souvent qu'un « machin » qui gêne; pour la gauche, au contraire, l'Etat est un acteur important, qui doit jouer le rôle de stabilisateur, notamment en matière économique. ».
« Pour moi, poursuit Alain Berset, l'Etat, émanation de l'ensemble de la population, au service de celle-ci, doit jouer un rôle économique, et ne pas se contenter d'offrir quelques conditions cadres comme de construire des autoroutes. C'est dans l'intérêt de la population et de l'économie du pays que l'Etat puisse amortir les chutes conjoncturelles négatives. Et quand ça va vraiment mal, ce n'est pas le

moment qu'il se désengage de ses activités au niveau économique, notamment en freinant les investissements. »

"Le paquet fiscal, une immense supercherie!"

« Pour moi, le paquet fiscal, qui sera soumis au peuple le 16 mai prochain, c'est une immense supercherie! Une terrible arnaque! » dit Alain Berset.
Pour Alain Berset, ce dossier, « construit durant la législature précédente, dans lequel on ne s'y retrouve plus et qui ne satisfait personne, fait peser des risques immenses sur les cantons et sur la population ».
Pour lui, « c'est financer une redistribution beaucoup plus inégalitaire des revenus », parce que « la baisse d'impôts se fera presqu'exclusivement au profit des personnes ou des familles les plus aisées, qui sont précisément celles qui n'en ont pas besoin, ce qui est injuste ! ».
« Premièrement, ceux qui présentent favorablement le paquet fiscal disent qu'il profitera à la classe moyenne. C'est vrai si on considère que la classe moyenne est celle dont les revenus varient entre 100'000.- et 200'000.- par année. Or il y a moins de 10% de gens dans cette situation. En réalité il faut dire que la vraie classe moyenne est celle ayant un revenu imposable entre 40'000.- et 90'000.-. En effet dans le canton de Fribourg, plus de 90% des contribuables ont un revenu imposable inférieur à 100'000.-. Et ceux-là sont les véritables perdants avec le paquet fiscal. Les gagnants sont ceux qui ont plus de 150'000.-, mais ils sont très peu nombreux et n'ont pas besoin de cela. « Résultat, les personnes au revenu élevé payeront beaucoup moins d'impôts, alors que la plupart d'entre nous n'auront que quelques dizaines ou quelques centaines de francs en moins d'impôts à payer.
«Deuxièmement, après avoir retiré à la Confédération et aux cantons plusieurs milliards, l'application de l'équilibre budgétaire voudra qu'on diminue fortement les tâches de l'Etat. Les cantons vont être obligés de supprimer des prestations et des services aujourd'hui financés par les impôts. Cela pourrait signifier par exemple la fermeture de certains hôpitaux, ou l'abandon d'un principe dans les écoles qui limite, au nom de la qualité de l'enseignement, le nombre d'élèves par classe. La majorité de la population économisera donc d'un côté au maximum quelques centaines de francs, mais perdra de l'autre des prestations bien plus importantes.
«Enfin, l'argent que les plus riches ne payeront plus aux impôts ne sera pas réinjecté dans l'économie, mais finira dans leur coffre-fort. On sait que dans

les bas revenus injectent tout leur revenu dans la consommation et n'épargent rien, alors que c'est le contraire dans les plus hauts revenus. Si on donne 10'000.- de plus par année aux plus hauts revenus, ça ne sera pas 10'000.- de plus de consommation, mais 10'000.- de plus sur un carnet d'épargne. « Maintenant », nous dit Alain Berset, « j'aimerais bien savoir comment on va relancer l'économie en Suisse en mettant chaque année des milliards en épargne supplémentaire ! »

Flash sur les idées d'A. Berset

L'initiative "Rabais pour les familles" propose une nouvelle solution pour aider les familles avec enfants par la déduction d'un montant, identique pour toutes les familles concernées, sur la facture d'impôts. Ainsi ceux qui auront peu d'argent toucheront un montant substantiel. Tandis qu'à présent, le système des déductions fiscales améliore plutôt la situation des gens aux revenus élevés. En effet, par exemple, une déduction de 10'000.-, taxée à 40% pour les revenus élevés, fait épargner 4000.- à ces derniers. Alors qu'elle n'améliore presque rien pour les plus bas revenus, car elle n'est taxée qu'aux environs de 0%.

Il est souhaitable que la Suisse entre dans l'Union Européenne vers 2010, afin que nous puissions avoir accès, avec un pouvoir de co-décision, à un marché immense. Les bilatérales sont une voie de garage avec un mur au bout, et plus nous tarderons à entrer dans l'UE, plus les coûts d'entrée seront élevés, car plus nous allons devoir accepter un paquet de décisions que nous n'aurons pas prises.

La capacité d'intégration d'un migrant dépend de ses capacités sociales, de son ouverture et surtout de son projet de vie lié au projet d'immigration, et non pas tellement du niveau de formation, contrairement à ce que l'on a cru depuis 10 ou 15 ans, bâtissant ainsi une politique migratoire sur de fausses bases.

La naturalisation est une décision administrative. Le peuple ne doit voter que les critères généraux.

Ses petites phrases

Une définition de la politique?
Organiser la société dans la recherche d'un équilibre et du bien commun.

Une définition d'un bon politicien?
Quelqu'un qui promeut cette organisation de la société

Un grand politicien ?
Peter Bodenmann.

Que pensez-vous apporter à la population?
Des solutions aux problèmes qui se posent.

Que vous a apporté la politique?
La possibilité de changer les choses, de chercher des solutions aux problèmes qui se posent…

Votre pire moment en politique?
C'est l'élection de Blocher au Conseil Fédéral.

Votre plus beau moment en politique?
Ce sera le rejet du paquet fiscal le 16 mai.

Votre plus grande défaite en politique?
De n'avoir pas réussi à convaincre la droite sur le salaire minimum, à la Constituante.

Votre plus grande victoire en politique?
D'avoir réussi à mener le groupe socialiste de la Constituante dans un esprit vraiment constructif, sinon c'est le fait de reprendre un siège au Conseil des Etats.

Votre plus grand défi en politique?
Représenter Fribourg et sa population au Conseil des Etats.

Le plus beau moment de votre vie?
La naissance de mon fils, ça a été un moment fantastique…

Votre plus grand défi dans la vie?
Être heureux. Avec ma famille.

Le plus beau mot de la langue française?
Merci.

La chose qui vous irrite le plus?
La malhonnêteté.

Une belle femme?
Mon épouse.

Quel métier n'auriez-vous pas fait?
Je pense aucun.

A quelle heure vous levez-vous?
Entre six et sept.

Votre voiture?
Une Opel.

Votre salaire?
Autour de 80 à 90'000.-

Que faites-vous de votre argent?
Je fais vivre ma famille, je le dépense pour ma famille.

Le don de nature que vous aimeriez avoir?
L'ubiquité.

Si vous étiez un animal?
Un chat.

Si vous étiez un film?
Magnolia. C’est un très bon film que j’ai beaucoup aimé.

Votre plat préféré?
La fondue.

Votre drogue favorite?
Le café.

Si vous saviez qu’il ne vous reste que trois mois à vivre?
Je les passerais avec ma famille.

Si Dieu existe, qu’aimeriez-vous qu’Il vous dise après la mort?
Rien… J’aimerais qu’il me sourie.

© **L'objectif**; 23.04.2004; Michel Heimgartner et Cecilia Gasco